

**Assemblée générale**

Distr. générale
9 mai 2018
Français
Original : anglais

Soixante-douzième session

Point 72 de l'ordre du jour

Promotion et protection des droits de l'homme

**Lettre datée du 2 mai 2018, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint des renseignements sur les mesures prises par le Gouvernement ouzbek pour promouvoir l'égalité des sexes et protéger les droits de l'enfant et les intérêts des jeunes (voir annexe).

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la soixante-douzième session de l'Assemblée générale, au titre du point 72 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(Signé) Bakhtiyor **Ibragimov**



Annexe à la lettre datée du 2 mai 2018, adressée au Secrétaire général par le Représentant permanent de l'Ouzbékistan auprès de l'Organisation des Nations Unies

[Original : russe]

Mesures prises par le Gouvernement ouzbek pour promouvoir l'égalité des sexes et protéger les droits de l'enfant et les intérêts des jeunes

Dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable, le Gouvernement ouzbek mène actuellement, sous la direction du Président Chavkat Mirziyoyev, une action à grande échelle visant à accroître la participation des femmes à la vie politique et sociale, à créer des conditions favorables à leur épanouissement dans divers domaines et secteurs, à garantir le respect de leurs droits et intérêts légitimes, à apporter un appui global aux mères et aux enfants et à consolider l'institution de la famille.

Un plan d'action national pour l'application des recommandations formulées par le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes a été élaboré et adopté.

Grâce aux modifications apportées à la législation nationale en vue d'encourager la participation des femmes aux activités politiques, le nombre de députées a considérablement augmenté. Sur le plan économique, le marché de l'emploi compte 44 % de femmes et 56 % d'hommes. Les femmes représentent 40,3 % de la force de travail dans le secteur de l'éducation, 37,7 % dans celui de la santé, 28,4 % dans celui des arts et de la culture et 26,4 % dans celui des sciences et des services scientifiques. En outre, la proportion de femmes dans les petites entreprises et l'entrepreneuriat privé a sensiblement augmenté.

L'année dernière, l'Ouzbékistan s'est employé à améliorer ses textes législatifs et réglementaires. Le Président a notamment pris un décret sur les mesures à prendre pour améliorer en profondeur les activités menées visant à soutenir les femmes et à renforcer l'institution de la famille. Aux termes du décret, le Comité des femmes d'Ouzbékistan sera chargé de mener en priorité les activités suivantes :

- Veiller à la mise en œuvre effective des politiques nationales visant à soutenir les femmes et à protéger leurs droits et intérêts légitimes, et renforcer le rôle et la participation de celles-ci à la vie sur la scène politique et sociale du pays ;
- Déceler en temps voulu les problèmes auxquels se heurtent les femmes, recenser les femmes dans le besoin ou en difficulté sociale, notamment les handicapées, et leur apporter une aide sociale, juridique, psychologique et matérielle ;
- Fournir aux femmes, par tous les moyens possibles, un appui ciblé afin de les aider à trouver un emploi, d'améliorer leurs conditions de travail et d'encourager un grand nombre d'entre elles, en particulier les jeunes filles rurales, à travailler dans des entreprises familiales ou privées ou dans l'artisanat.

Le Centre de recherche scientifique et appliquée « Oila », qui relève du Cabinet des Ministres, ainsi que des antennes territoriales ont été créés afin que des études fondamentales, appliquées et innovantes soient menées sur les valeurs et traditions familiales. En plus de conduire des travaux de recherche complexes sur la santé procréative et le développement démographique de la famille, le Centre est chargé de collaborer avec des organisations et instituts de recherche internationaux et étrangers œuvrant dans le même domaine.

Le décret prévoit l'établissement d'une fondation de soutien aux femmes et aux familles, qui aura pour principale mission de fournir une aide matérielle aux femmes et aux familles en difficulté sociale ainsi qu'aux femmes handicapées, et d'aider les femmes à concrétiser leurs projets entrepreneuriaux.

Une autre disposition importante du décret est la mise en place, dans les polycliniques familiales et les établissements médicaux de campagne, de bureaux de consultation gynécologique et obstétrique dispensant des services essentiels aux adolescentes et aux femmes en âge de procréer.

Le pays mène une action de grande ampleur visant à améliorer les conditions de vie des personnes ayant besoin d'une aide sociale et des personnes handicapées, et à leur procurer un logement à des conditions avantageuses. En 2017, un logement a été fourni à 1 207 femmes handicapées. Afin d'intensifier les efforts en ce sens, le Président a, par son décret, chargé le Cabinet des Ministres d'élaborer et d'adopter un règlement relatif à la construction et à l'attribution de logements abordables à l'intention de femmes ayant besoin d'une aide sociale.

Un programme de soutien aux femmes et de renforcement de l'institution de la famille prévoyant un ensemble de mesures visant à mettre en pratique les priorités fixées dans le décret a été adopté.

Depuis l'accession à l'indépendance, un système global d'aide sociale aux mères et aux enfants a été mis en place et une loi relative à la fourniture de services sociaux aux personnes âgées, handicapées ou socialement défavorisées a été adoptée.

Grâce aux mesures prises ces cinq dernières années, le taux de mortalité maternelle est passé de 23,1 à 19 pour 100 000 naissances vivantes, le taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans, de 14,8 à 13,9, et le taux de mortalité infantile, de 11 à 10,7. La vaccination gratuite et systématique des enfants de moins de 2 ans a permis d'éradiquer des maladies telles que la diphtérie, le tétanos et la poliomyélite dans le pays. Presque tous les enfants de moins de 14 ans sont soumis à un examen médical approfondi tous les deux ans, et les femmes en âge de procréer, tous les ans.

Une série de mesures sont prises pour promouvoir l'emploi des femmes, en particulier des jeunes filles, et pour les encourager à lancer leur propre entreprise. Plus particulièrement, le programme de promotion de l'emploi pour 2017 a permis à 84 100 femmes de trouver un emploi. Grâce à des programmes ciblés, 62 700 emplois ont été créés, dont 20 400 dans le secteur de l'industrie, 14 600 dans le secteur des services, 14 400 dans l'agriculture et 13 200 dans la construction et le développement des infrastructures. En outre, 7 300 emplois ont été créés grâce à la reprise des activités de certaines entreprises.

Quarante pour cent de la population ouzbèke ayant moins de 18 ans et 64 %, moins de 30 ans, la priorité de la politique de l'État dans le domaine des droits et libertés fondamentaux est de créer les conditions les plus propices possibles à l'épanouissement des jeunes sur tous les plans et au développement physique, intellectuel et moral des enfants et des jeunes. En application de la Convention relative aux droits de l'enfant, une loi sur les garanties des droits de l'enfant, une loi sur la tutelle et d'autres textes législatifs ont été adoptés. Les dispositions et principes fondamentaux de la Convention, qui définissent les obligations concrètes de l'État et de la société aux fins de leur protection et de leur réalisation, y sont non seulement consacrés, mais aussi étayés.

Deux événements marquants ont été la création, à l'initiative du Président Mirziyoyev, du Conseil des jeunes Ouzbeks et la proclamation du 30 juin Journée de la jeunesse.

Le Conseil des jeunes Ouzbeks est une organisation de jeunes qui veille à la mise en œuvre systématique et effective de la politique nationale visant à fournir un appui global aux jeunes et de la réforme en profondeur du système de protection de leurs droits et intérêts légitimes, compte tenu des opinions et propositions de la société dans son ensemble, en particulier des représentants de la jeune génération.

Les priorités du Conseil sont les suivantes :

- Faire du Conseil une entité coopérant efficacement avec les autorités nationales, des organisations non gouvernementales et d'autres organisations de la société civile dans le cadre de la mise en œuvre de la politique nationale en faveur des jeunes, et exerçant une activité professionnelle sous la devise « Les jeunes sont les bâtisseurs de l'avenir » ;
- Protéger les droits, libertés et intérêts légitimes des jeunes, leur inculquer le respect des valeurs nationales et universelles, faire naître en eux un attachement aux principes d'indépendance, d'identité nationale, d'amour de la patrie et de prise en charge de son destin, et d'altruisme, et les protéger contre les diverses menaces idéologiques ;
- Accroître la participation des jeunes aux activités de réforme visant l'édification d'un État démocratique et l'essor de la société civile, encourager les jeunes à faire preuve d'initiative et de dynamisme, à cultiver leur esprit, à penser par eux-mêmes, à occuper une vraie place dans la société, à avoir l'esprit ouvert, à acquérir des connaissances solides et à mettre toutes leurs forces, connaissances et compétences au service de leur peuple et à prendre en main l'avenir de leur pays ;
- Faire en sorte que les jeunes puissent exercer, dans des conditions décentes, une profession moderne, leur assurer un emploi, développer leurs compétences professionnelles, inciter le plus grand nombre à se tourner vers les petites entreprises et l'entrepreneuriat privé, encourager leurs initiatives, les aider à exploiter leur potentiel intellectuel et créatif, et former des jeunes cadres cultivés ayant l'esprit d'initiative et d'entreprise et participant activement aux réformes menées dans le pays ;
- Prémunir efficacement les jeunes contre les diverses menaces idéologiques, en particulier l'extrémisme religieux, le terrorisme et d'autres idées radicales en leur donnant une meilleure instruction.

De façon générale, l'Ouzbékistan, en tant qu'acteur à part entière sur la scène internationale, compte poursuivre les efforts qu'il fait pour garantir l'égalité des sexes, protéger les droits de l'enfant, tenir compte des intérêts des jeunes et les promouvoir, et contribuer ainsi à la réalisation des objectifs de développement durable.